



# ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

## Conflit au Moyen-Orient

Question au Gouvernement n° 1634

Texte de la question

### CONFLIT AU MOYEN-ORIENT

**Mme la présidente.** La parole est à Mme Fatiha Keloua Hachi.

**Mme Fatiha Keloua Hachi.** Ma question s'adresse à monsieur le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

**M. Raphaël Schellenberger.** Qui est-ce ?

**Mme Fatiha Keloua Hachi.** Rien - rien ! - ne justifie la terreur, la barbarie et la punition collective infligées aujourd'hui aux habitants de Gaza. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SOC et sur quelques bancs du groupe Écolo-NUPES.*)

Nous sommes clairs sur le fait que nous demandons la libération des otages, et que nous condamnons les actes terroristes du 7 octobre 2023.

**M. Fabien Di Filippo.** C'est bien le minimum !

**Mme Fatiha Keloua Hachi.** Pourtant, en l'espace de cinq mois, 30 000 Palestiniens – dont une majorité de femmes et d'enfants – ont été tués à Gaza par les attaques israéliennes ; 30 000 vies ont été brisées, sacrifiées dans une riposte meurtrière aveugle ; 30 000 destins ont été broyés par la folie humaine.

Au total, près de 2 millions de Palestiniens ont été forcés de quitter leur foyer dévasté par les bombardements de l'armée israélienne – mais pour aller où ? Voici quelques descriptions de la situation : « population menacée de famine », « cimetière à ciel ouvert pour des milliers d'enfants » et « risque de génocide ». Ces mots ne sont pas les nôtres ; ils proviennent de la Cour internationale de justice, de l'ONU, de l'Unicef, de Médecins sans frontières et de tant d'autres.

Les chiffres de l'horreur se succèdent. Chaque jour, nous prenons, impuissants, la mesure de ce cauchemar, de cette nuit sans fin qui s'abat sur le peuple palestinien. Pourtant, le 29 février, c'est l'inimaginable qui s'est produit : cent civils ont été tués par l'armée israélienne lors d'une distribution d'aide humanitaire. Un point de non-retour a été atteint.

Rien ne justifie de telles violations du droit international ; rien ne justifie une telle violence aveugle. Les discours seuls ne feront pas cesser les bombes : monsieur le ministre, que compte faire la France pour mettre fin au massacre à Gaza ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes SOC, GDR-NUPES et Écolo-NUPES ainsi que sur quelques bancs du groupe LFI-NUPES.*)

**Mme la présidente.** La parole est à Mme la secrétaire d'État chargée du développement et des partenariats internationaux.

**M. Raphaël Schellenberger.** Qui est-ce ?

**Mme Chrysoula Zacharopoulou, secrétaire d'État chargée du développement et des partenariats internationaux.** Vous l'avez dit, depuis l'attaque terroriste du Hamas, le 7 octobre 2023, Israël a le droit de se défendre – dans le plein respect du droit international et en garantissant la protection des civils.

Vous l'avez souligné, et je le redis, le bilan humain et la situation humanitaire dans la bande de Gaza sont intolérables. Nous continuons à appeler à un cessez-le-feu. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SOC et sur quelques bancs des groupes RE et LFI-NUPES.*)

En effet, 1,3 million de personnes sont réfugiées à Rafah. Une offensive israélienne à grande échelle dans cette ville ne pourrait aboutir qu'à un désastre humanitaire. La France s'y oppose fermement. Le Président de la République l'a dit lors de son entretien téléphonique avec le Premier ministre israélien, le 14 février dernier.

**M. Jean-Paul Lecoq.** Comment finir la guerre ?

**Mme Chrysoula Zacharopoulou, secrétaire d'État.** Israël doit prendre des mesures concrètes pour protéger la vie des populations civiles à Gaza. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LFI-NUPES.*) Nous soulignons aussi les risques d'une extension régionale du conflit, notamment en Cisjordanie et au Liban, mais aussi en Syrie, en Irak et en mer Rouge. (*Mêmes mouvements.*)

La situation est très préoccupante dans le nord, à la frontière avec le Liban. La diplomatie française est active afin d'éviter que la situation ne dégénère. Nous avons passé des messages très clairs, en particulier au Hezbollah, et nous continuons de le faire.

**M. Jean-Paul Lecoq.** Cela ne suffit pas !

**Mme Chrysoula Zacharopoulou, secrétaire d'État.** Le Président de la République et le ministre de l'Europe et des affaires étrangères sont en contact permanent avec leurs homologues de la région. Nous œuvrons sans relâche afin d'éviter un engrenage qui serait fatal pour toute la région. (*Applaudissements sur les bancs des groupes RE et SOC. – M. Pascal Lecamp applaudit aussi.*)

## Données clés

**Auteur :** [Mme Fatiha Keloua Hachi](#)

**Circonscription :** Seine-Saint-Denis (8<sup>e</sup> circonscription) - Socialistes et apparentés

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 1634

**Rubrique :** Politique extérieure

**Ministère interrogé :** Développement et partenariats internationaux

**Ministère attributaire :** Développement et partenariats internationaux

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 6 mars 2024

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 6 mars 2024